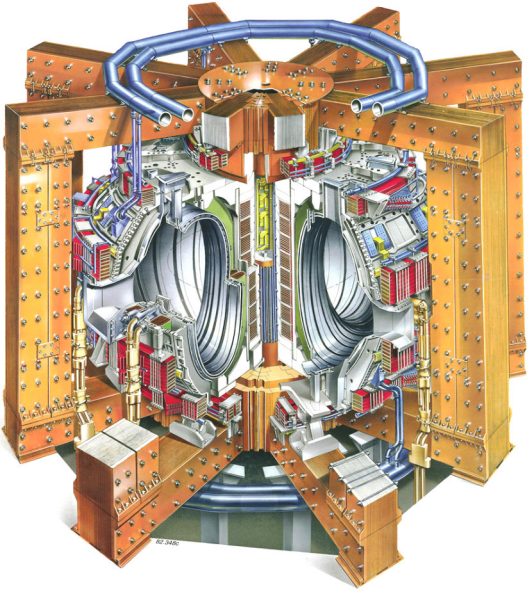
Bertrand Louart

ITER

ou la fabrique d'absolu

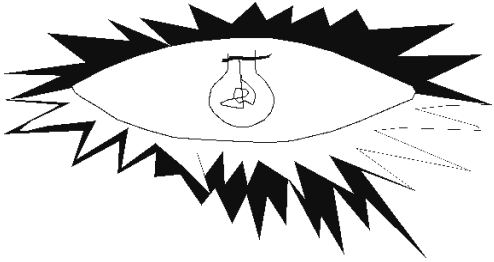


2008

Bertrand Louart, rédacteur de

NOTES & MORCEAUX CHOISIS

Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle



Treize numéros publiés aux éditions *La Lenteur*.

Cette brochure peut être librement reproduite et diffusée.

Elle est téléchargeable à l'adresse :

< https://archive.org/details/louart-iter-poche >

« Ces miracles utilitaires, œuvres de la science, sont antidémocratiques moins par le mauvais usage que l'on peut en faire ou même par leurs résultats pratiques que par leur forme et leurs fins premières.

Ceux qui se révoltaient contre le système avaient raison ; non pas de se dire que les machines réduiraient le nombre des ouvriers ; mais de se dire que les machines réduiraient le nombre des patrons. Plus de rouages veut dire moins de leviers de commande, moins de leviers de commande veut dire moins d'hommes. La machinerie de la science doit être individualiste et solitaire.

Le spécialiste apparaît et, d'un seul coup, c'en est presque fait de la démocratie. »

G.-K. Chesterton, *Le monde comme il ne va pas*, 1924.

PENDANT longtemps, des savants ont cherché à réaliser le mouvement perpétuel, c'est-à-dire une machine qui tournerait sans consommer d'énergie – certains imaginaient même qu'elle pourrait en produire à partir de rien. Au XIXe siècle, suite à l'invention de la machine à vapeur, Sadi Carnot établit les principes de la thermodynamique qui démontrent l'impossibilité physique de tout mouvement perpétuel.

Premier principe : dans n'importe quel système ou machine, l'énergie est conservée, sa quantité reste constante, c'est-à-dire qu'aucun dispositif ne peut produire plus d'énergie qu'il n'en consomme.

Second principe : dans n'importe quel système ou machine, l'énergie est transformée, une partie se dégrade nécessairement. Elle passe spontanément de formes concentrées et dirigées à des formes plus diffuses et désorganisées (frottements, fuites, dissipation et déperditions diverses de chaleur, etc.). Le rendement est le rapport entre l'énergie engagée dans une tâche et le travail effectivement réalisé. L'entropie mesure cette tendance irréversible de l'énergie utile à se transformer en énergie perdue.

Au XXe siècle, Albert Einstein démontre l'équivalence entre la matière et l'énergie (la fameuse formule $E=mC^2$).Depuis, les physiciens croient de nouveau pouvoir produire de l'énergie à partir de rien, ou presque rien. Il semblerait donc que ces scientifiques n'aient toujours pas compris ce que signifie l'existence de l'entropie. Elle a pourtant de nombreuses conséquences, et pas seulement dans le domaine abstrait et conceptuel de la science physique.

Plongée dans la démesure

Les recherches sur la bombe atomique sont à l'origine de l'industrie nucléaire civile, et inversement cette dernière génère les matériaux nécessaires à la construction et à

l'entretien des armes nucléaires. Nucléaire civil et militaire sont indissociables, que ce soit techniquement, historiquement ou dans le projet politique qu'ils supposent (cf. encadré n°1). Au cours du XXe siècle, l'apparition des totalitarismes et la lutte contre leur hégémonie ont donné lieu à une quête effrénée de toute-puissance chez les principales nations industrialisées. De la puissance politique conférée par la mobilisation des populations en faveur de certaines idéologies, les États sont passés résolument à l'accumulation indéfinie d'une puissance économique et technologique qui a immédiatement engendré la terreur, l'extermination des populations civiles et l'exploitation intensive des hommes et de la nature. C'est ainsi que les nations du « monde libre », qui, lors de la guerre d'Espagne, s'horrifiaient de la destruction gratuite de Guernica en 1937 par l'aviation allemande, mirent dix ans plus tard un point final à la Seconde Guerre mondiale en rayant de la carte des villes entières, en Allemagne aussi bien qu'au Japon. Ce revirement est emblématique, car à partir de là, les questions politiques et les problèmes sociaux ont, de plus en plus, été gérés de manière technique, en fonction d'une efficacité économique.

Juste après les bombardements atomiques des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki en 1945, l'industrie nucléaire fondée sur la fission promettait une énergie abondante, peu coûteuse et, bien sûr, sans danger. Peut-être pour faire oublier la monstruosité de leur réalisation, les constructeurs des bombes H, encore plus puissantes et destructrices, promettaient la domesti-

cation de la fusion thermonucléaire pour dans cinquante ans – c'est-à-dire pour aujourd'hui – et une énergie en quantité illimitée, gratuite, propre et avec encore moins de danger. L'humanité allait donc de progrès en progrès vers un avenir radieux…

Encadré n°1

Bruno Barrillot,
Le Complexe nucléaire.
Des liens entre l'atome civil et l'atome militaire,
éd. CDRPC/Observatoire des armes nucléaires françaises, 2005.

Voici un petit livre qui a le mérite d'être à la fois synthétique et précis sur un sujet vaste et peu connu des antinucléaires.

L'auteur démêle les liens entre le nucléaire civil et ses usages militaires, à dater de la découverte de la radioactivité jusqu'à ses implications internationales actuelles. Des équipes de radiographie X envoyées sur le front de la guerre 1914-18 par Marie Curie aux récents projets expérimentaux Laser Mégajoule et ITER du Commissariat à l'Énergie Atomique (CEA), tous les projets nucléaires civils ont servi de paravent à des applications militaires de l'atome, et inversement la sécurité de l'approvisionnement et des installations a toujours nécessité l'implication de l'armée.

Plus particulièrement attentif à ce qui s'est passé en France, Barillot retrace dans ses grandes lignes les hauts faits du CEA, organisme « civil » devenu dès 1945 un État dans l'État en raison de son statut exceptionnel, qui a aussi spontanément que discrètement mis au service des militaires les savoir-faire et les équipements de l'industrie nucléaire. C'est ainsi qu'est née,

parallèlement à la mise en exploitation de l'énergie nucléaire civile, une force de frappe nucléaire tout aussi indispensable que la première, n'est-ce pas, à la « grandeur de la France ».

C'est que, du seul point de vue technique, la frontière entre nucléaire civil et militaire est très ténue. C'est là que réside l'hypocrisie du Traité de Non-Prolifération (TNP) rédigé en 1968 par les cinq États possédant alors officiellement l'arme atomique : bien qu'il interdise aux autres États de développer un tel arsenal, il les autorise à se doter, « à des fins pacifiques », d'un équipement nucléaire qui, moyennant quelques accessoires, peut produire les matériaux nécessaires à la Bombe… Il n'était bien sûr pas question pour les pays industrialisés de laisser échapper un si juteux marché. Trente-cinq ans après, le TNP se révèle être bien évidemment un échec complet. La France, en particulier, n'a pas été la dernière à vendre ses centrales à Israël, au Pakistan, en Irak ou en Iran, introduisant ainsi la mèche nucléaire dans la poudrière du Moyen-Orient… Pour empêcher cette prolifération, devenue encore plus dangereuse avec la menace du terrorisme international, les grandes puissances se lancent maintenant dans les « guerres du nucléaire civil » (seconde guerre d'Irak, menaces sur l'Iran et la Corée du Nord). Mais l'hypocrisie et l'inconscience sont toujours de mise, puisque l'industrie nucléaire militaire continue d'innover en diversifiant ses produits. Ainsi, ce que des terroristes n'ont pas encore osé faire, à savoir utiliser des « bombes sales » à base de matières radioactives, l'OTAN et les États-Unis l'ont déjà fait en utilisant des munitions à uranium appauvri sur les troupes ennemies du Kosovo et d'Irak. De même, ce sont les États-Unis (ainsi que l'Europe, à travers les retombées probables des projets ITER et Laser Mégajoule) qui font des recherches sur les « *mini-nukes* », armes nucléaires de faible puissance à utiliser sur le champ de bataille…

La conclusion de Barrillot est claire et nette : pour arrêter la dissémination suicidaire des armes nucléaires et la dispersion morbide des radioéléments, c'est l'industrie nucléaire militaire aussi bien que civile qu'il faut remettre radicalement en cause. Il ajoute que c'est une « solution que les diplomates et les industriels ne sont pas prêts à promouvoir », sans parler des États et des militaires fascinés par la toute-puissance que leur confèrent ces engins. Mais face à tous ces « responsables » de la fuite en avant dans la monstruosité, face aussi à tous ces « réalistes » qui s'identifient à la puissance qui les écrase, c'est la seule position raisonnable que peuvent tenir ceux qui n'ont aucun pouvoir sur leur existence.

Tout le mérite de ce livre est de nous aider à mieux le comprendre.

B. L.

On mesure mal l'enthousiasme technoscientifique qui a suivi la fin de la guerre, et qui fut à peine entamé par les débuts de la Guerre froide. Il suffit de feuilleter les numéros des années 1950 d'une revue comme *Science & Vie* pour le constater. Par exemple, dans le numéro de mars 1958, l'article intitulé "La guerre des climats" expose longuement les perspectives délirantes de modification du climat à des fins dites « pacifiques » – car bien évidement les premières études sur ce sujet furent d'origine militaire. Il y est question de fonte des calottes glaciaires, de terrassement de montagnes à coups de bombes atomiques « propres », le tout sans le moindre esprit critique et avec un incroyable mépris pour la vie. On peut y lire par exemple ceci :

> « Quant à la bombe H, elle pourrait servir à décapiter les montagnes et dévier la route des vents. L'Atomic Energy Commission étudie le moyen de redessiner d'un seul coup des kilomètres carrés de paysage, en utilisant la bombe « propre » que l'on essaie de mettre au point. Les habitants de Los Angeles, qui sont littéralement asphyxiés par les poussières industrielles, prévoient déjà qu'une fois rasées les crêtes des montagnes alentours, de nouveaux vents apporteraient l'air pur et chasseraient les fumées. »

Si l'on comprend bien, la pollution industrielle est un phénomène étrange contre lequel l'homme moderne ne peut rien [1] ; il est en tout cas plus puissant que cette bombe H que l'on veut pourtant employer à soulever les montagnes…

Dans un autre article intitulé « L'énergie H domptée », on apprend qu'un accident nucléaire s'est produit en Angleterre à la centrale de Windscale (rebaptisée Sellafield il y a vingt ans pour faire oublier qu'elle est la plus polluée du pays), où les rejets radioactifs ont contaminé la population et la campagne environnante. Mais le journaliste passe sur ces petits détails, tout impatient qu'il est de s'extasier sur ce qu'ils révèlent : une tentative de produire du tritium, élément hautement toxique et volatil destiné à des essais de fusion nucléaire,

---

[1] Ce genre de projets délirants n'est pas une spécialité américaine. Cf. René Riesel, *Du Progrès dans la domestication*, éd. de l'Encyclopédie des Nuisances, 2003, p. 13, où sont mentionnés quelques projets plus récents du même acabit. Certains ont ressurgi récemment ; voir, par exemple, l'entretien "Et si on modifiait le climat ?" avec Paul Crutzen, l'inventeur du terme Anthropocène, dans le *Dossiers de la recherche* n°31, mai 2008.

promesse d'abondance et de bonheur – pour ceux qui survivront à ces expériences ?

La suite de cet article, au ton aussi enthousiaste qu'inébranlablement optimiste, nous expose le projet d'un physicien : une cuve/réacteur nucléaire de fusion géante qui fournirait « de l'énergie pour tout un continent ». L'illustration en double page montre qu'elle occupe tout un port non loin d'une grande ville, des automobiles minuscules donnent l'échelle. En légende :

> « Si ce projet de centrale thermonucléaire ne venait pas d'un physicien sérieux, on le mettrait au compte d'un délire. »

Car il est bien évidemment impossible que des gens « sérieux », aux compétences reconnues par les institutions, sanctionnées par des diplômes, etc., se mettent à délirer et à produire des monstruosités – au sortir des atrocités de la seconde guerre mondiale et à l'aube de l'ère atomique et de ses promesses d'apocalypse planétaire, tout semble le confirmer…

Un demi-siècle d'entropie

Plus de cinquante ans après, ce qu'il est advenu des promesses des nucléaristes s'étale devant nos yeux. Comment a-t-on pu croire que l'on aurait *tout pour rien ?*

Tout usage d'énergie engendre de l'entropie, c'est-à-dire qu'à côté de l'énergie produite dans un but précis, une part de cette énergie se disperse nécessairement de manière incontrôlable. Et donc, à côté de l'énergie

considérable engagée dans des buts « positifs » – comme la production d'électricité – une part proportionnellement moins importante, mais néanmoins aussi considérable en valeur absolue, engendre des effets négatifs, des désordres et des nuisances.

En vertu de quel miracle ou de quel phénomène surnaturel l'industrie nucléaire échapperait-elle au second principe de la thermodynamique ? On pourrait penser, à première vue, que l'entropie générée par une bombe atomique est supérieure à celle d'une centrale nucléaire, une bombe étant spécialement conçue pour disperser le maximum d'énergie et provoquer le plus de destructions possibles, tandis qu'une centrale nucléaire est conçue pour que l'énergie de la désintégration atomique soit autant que possible canalisée vers la production d'électricité. Or, nous soutenons ici qu'une centrale nucléaire produit autant sinon plus d'entropie puisqu'elle brûle mieux et plus de combustible nucléaire, et celle-ci, au lieu de prendre la forme unique et écrasante d'une destruction immédiate, se disperse en de multiples formes qualitativement variées, avec des conséquences qui ne se situent pas au seul plan physique, mais s'étendent aux plans écologiques, sociaux, politiques et surtout historiques.

Voyons d'abord quelques exemples (d'autres seront développés par la suite, sans toutefois prétendre épuiser le sujet).

En l'espace de cinquante ans, entre les essais de bombes atomiques en plein air, les fuites radioactives « sans gravité », les déchets nucléaires, les accidents de

centrales comme Tchernobyl, la radioactivité ambiante a atteint un niveau deux fois supérieur à celui de la radioactivité naturelle d'avant l'ère atomique. Un chiffre inquiétant, si l'on songe que l'évolution du vivant s'est étalée sur plusieurs milliards d'années, durant lesquelles la radioactivité initialement présente lors de la formation de la Terre a au contraire décru considérablement. Sans cela, s'accordent à dire les biologistes, des êtres vivants de plus en plus complexes n'auraient pu apparaître et se développer. En outre, l'observation des écosystèmes des îles du Pacifique ayant servi aux essais des bombes atomiques en plein air a mis en évidence que « les êtres vivants, au fur et à mesure qu'on gravissait l'échelle de l'évolution, devenaient plus sensibles aux effets des rayons » [2]. À Tchernobyl même, les travaux du professeur Youri Bandazhevsky [3] confirment la fragilisation des mammifères en général et de l'*Homo Sapiens* en particulier : les enfants nés immédiatement après la catastrophe, et ceux qui, vivant en zone contaminée,

---

[2] André Coutin, *Retour à Bikini*, éd. Stock, 1972.

[3] Youri Bandazhevsky, *La Philosophie de ma vie. Journal de prison. Tchernobyl vingt ans après*, éd. J.-C. Gawsewitch, 2006. Dans cet ouvrage au titre un tantinet prétentieux, on découvre que Bandazhevsky est un scientiste comme un autre, à ceci près que les circonstances l'ont précipité au cœur du mensonge nucléariste. S'il a défendu avec courage et obstination les conclusions qui se sont imposées à lui *in situ,* s'il s'est dépensé sans réserve pour mettre en place des structures capables de soigner les populations contaminées, sa réflexion ne va guère au-delà : il se résigne, faute de mieux, au recours au nucléaire pour alimenter l'Ukraine en électricité.

ingèrent quotidiennement les radioéléments présents dans leur alimentation, sont affectés d'une fatigue générale ; leurs capacités intellectuelles s'en ressentent et ils sont sujets à de nombreuses maladies propres aux personnes âgées. On voit donc que ceux qui accusent les antinucléaires d'être des obscurantistes qui « refusent le progrès et veulent le retour à l'âge des cavernes », se font en réalité les promoteurs d'une industrie si dangereuse qu'elle pourrait nous faire régresser dans l'échelle de l'histoire naturelle bien en deçà des temps dont ils brossent la caricature.

En l'espace de cinquante ans, les déchets nucléaires à vie longue se sont accumulés. Les nucléaristes n'en ont cure, qui se plaisent à relativiser les dangers du nucléaire en faisant valoir que les accidents de la route font bien plus de victimes sans pour autant que l'automobile suscite de l'angoisse et des critiques chez les populations. Comparaison fallacieuse s'il en est : même s'il lui est difficile de se passer de son auto, un conducteur peut choisir de rouler vite ou non, de prendre un itinéraire fréquenté ou non, de respecter le code de la route ou non, etc., bref, c'est la personne qui choisit elle-même les risques qu'elle prend, tandis que le risque d'accident nucléaire, sur lequel nous n'avons aucun pouvoir, nous est imposé par une poignée de technocrates désinvoltes et de politiciens peu scrupuleux.

Pour relativiser à notre tour ce genre d'argument, il suffit de rappeler, par exemple, que le plutonium produit par réacteur nucléaire à raison de 3 kg par an et qui sert à

la production des bombes H, est un des éléments les plus toxiques qui soit : sa demi-vie (le temps qu'il lui faut pour perdre *la moitié* de sa radioactivité) est de 24 000 ans ! C'est ainsi qu'on condamne les générations futures à faire avec cette radioactivité ; il faudra bien qu'elle se débrouille avec les cancers et autres maladies qu'elle induira pour une espèce d'éternité [4]…

En 1979, *Science & Vie* publiait une controverse entre Marcel Boiteux, père du programme électronucléaire français, dirigeant d'EdF dans les années 1970, et le prix Nobel de physique Hennes Alfen. À propos des déchets nucléaires, Alfen s'indignait :

> « Le réacteur à fission produit à la fois de l'énergie et des déchets radioactifs : et nous voudrions nous servir maintenant de l'énergie et laisser nos enfants et petits enfants se débrouiller avec les déchets. »

Boiteux répond :

> « N'est-il pas une évidente et dangereuse illusion que de vouloir extirper de notre héritage toutes difficultés, toutes responsabilités, que de vouloir transmettre à nos descendants un monde sans problème ? »

Voilà un exemple typique de la *logique de la déraison :* Boiteux ne croit pas un instant que, mis à part les déchets nucléaires – bel héritage pour les générations futures ! –, il va léguer à ses enfants un « un monde sans problème » ; simplement, il invente n'importe quoi pour tenter de justifier son mépris de l'avenir. Ce promoteur

---

[4] Voir l'article "Le Plutonium, menace sur le vivant", *L'Écologiste,* n°18, avril-mai 2006.

du programme nucléaire français, qui à l'époque opposait aux critiques le chantage technocratique du « nucléaire ou la bougie », ne veut pas reconnaître que nos enfants et petits-enfants risquent fort d'avoir les déchets nucléaires *et* la bougie.

Jamais aucune civilisation n'a eu les moyens d'hypothéquer l'avenir à ce point et en aussi peu de temps : à peine cinquante ans de production électrique contre une éternité de déchets radioactifs ; il semblerait que l'entropie soit finalement le principal produit de cette industrie !

Démiurgie appliquée

Malgré tout cela, le fantasme du mouvement perpétuel atomique perdure chez les scientifiques, et sa dernière expression est incontestablement ITER.

ITER (en latin : *le chemin*) est l'abréviation de *International Thermonuclear Experimental Reactor* (réacteur expérimental thermonucléaire international). En novembre 1985, Mikhaïl Gorbatchev, alors président de l'Union soviétique, proposa à son homologue américain Ronald Reagan de mettre en commun l'expérience de leurs deux pays dans le domaine de la fusion nucléaire pour construire ensemble une nouvelle installation de recherche. De là sortira ITER, un projet international dont les sept partenaires sont la Chine, la République de Corée, les États-Unis, la Fédération de Russie, l'Inde, le Japon et l'Union européenne. Le projet ITER comprend plusieurs phases. Une première phase de construction, dont la durée

prévue est d'une dizaine d'années, a débuté en 2007. L'exploitation scientifique commencera vers 2016. La phase d'expériences durera alors une vingtaine d'années avant le démantèlement programmé. ITER sera implanté à Saint-Paul-lez-Durance (Bouches-du-Rhône), en bordure extérieure nord du centre CEA/Cadarache, sur un terrain public géré actuellement par l'Office national des forêts. ITER servira à tester les technologies nécessaires au développement de la faisabilité industrielle de la production d'électricité par fusion. Le but de cette installation, qui coûtera au total 10 milliards d'euros, est de générer une puissance de 500 mégawatts en n'en consommant que 50 (fournis par un réacteur nucléaire à fission classique) dans un laps de temps de 400 secondes (6 mn 40 s). Mais ce réacteur ne produira pas d'électricité pour la simple et bonne raison qu'il n'existe pas actuellement de dispositif pour transformer en électricité le flux de neutrons que va générer le plasma. Les scientifiques espèrent trouver entre-temps une solution à ce petit problème…

Comme toute l'industrie nucléaire, ITER est une *fabrique d'Absolu* (cf. encadré n°2). Ce que les scientifiques et les techniciens poursuivent dans ces réacteurs, ce sont les *absolus conceptuels* de la physique à partir desquels, théoriquement, il leur serait possible de tout faire. Cette recherche de connaissance opération-nelle est la forme moderne ultime de la quête de toute-puissance : pour eux, il s'agit là surtout de maîtriser les fondements du fonctionnement de l'Univers afin de pouvoir faire jouer ses lois comme bon leur semble. Ils cherchent ainsi à acquérir

un pouvoir absolu sur les choses, la capacité de les manipuler, de les transformer à leur guise, sans contrainte venant limiter leur action. Autrement dit, cette connaissance doit leur permettre de se mettre enfin à la place du Créateur et Maître de cet Univers, de se rendre « comme maîtres et possesseurs de la nature » (Descartes).

Avec ces machines, censées réaliser ce plan démiurgique, ces ingénieurs cherchent la *pierre philosophale* de la Physique : transmuer la vile matière en pure Énergie. On en a vu les conséquences pour la fission. Avec la fusion, il ne s'agit rien de moins que de faire descendre sur Terre les conditions qui engendrent les réactions nucléaires dans le Soleil. Pour cela, il faut des champs magnétiques intenses pour maintenir le plasma, c'est-à-dire le tritium porté à des températures extrêmes, sous haute pression mais en même temps dans le vide. Les aimants surpuissants qui engendrent ce confinement magnétique doivent eux-mêmes être refroidis par des fluides proches du zéro absolu. Maintenir ensemble des conditions extrêmes et opposées de température, de pression et de polarisation électrique, le tout sous une pluie de neutrons, demande assurément beaucoup d'énergie. Ce condensé de contradictions fait penser à la recherche de la *quadrature du cercle*…

Malheureusement pour nous, cette quête mystico-technologique se déroule sur Terre et pas uniquement dans le Ciel de l'abstraction conceptuelle de la physique. Que cela soit une source d'entropie est un facteur négligeable aux yeux de ces physiciens qui ne connaissent et ne vivent que dans ce Ciel, sauf à l'heure des repas et le jour

de la paye, d'où parfois des mouvements comme *Sauvons la recherche !*, lesquels ne s'interrogent pas un instant sur la nature et les conséquences réelles de ce que ces recherches engendrent dans la société et sur nos vies [5].

Encadré n°2

Karel Capek,
La Fabrique d'Absolu,
1922.

Dans les années 1920, l'écrivain Tchèque Karel Capek s'intéresse aux innovations scientifiques et techniques de son temps. Dans sa pièce de théâtre *Rossum's Universal Robots* (R.U.R), qui popularise le mot « robot » inventé par son frère, il développe le thème, devenu depuis classique en science-fiction, de la révolte de la machine contre l'homme.

En 1922, il publie le roman *La Fabrique d'Absolu* [6], où il raconte comment un inventeur de génie découvre le moyen très simple de désintégrer la matière et d'utiliser l'énergie ainsi libérée pour faire tourner un moteur. C'est exactement ce qui se passe aussi bien dans la fission que dans la fusion nucléaire, mais avec des installations un peu plus considérables, qui ne tiennent pas dans une simple cave.

Capek imagine alors qu'il y a un effet secondaire fâcheux à cette désintégration : il se dégage de ce Carburateur une sorte

---

[5] Voir le livre du Groupe Oblomoff, *Un futur sans avenir, pourquoi il ne faut pas sauver la recherche scientifique*, éd. L'Échappée, 2009.
[6] Traduction française aux éd. La Baconnière, coll. Ibolya Virag, 2015.

d'« odeur d'Absolu ». Tous ceux qui en sont contaminés se mettent à croire en Dieu, et, à plus haute dose, à avoir des visions, des élans mystiques, à faire des miracles, etc. L'ingénieur explique ce phénomène étrange de cette manière :

> « Tu sais ce que c'est le panthéisme ? C'est la croyance que, dans tout ce qui existe, se manifeste un Dieu, autrement dit l'Absolu. Dans l'homme et dans les pierres, dans l'herbe, dans l'eau, partout. Et tu sais ce qu'enseigne Spinoza ? Que la matière est seulement la manifestation ou bien un aspect de la substance divine, tandis que l'autre aspect est l'âme. […] Leibniz enseigne que la matière est composée d'unités spirituelles, de monades, qui sont la substance divine. […] Mais imagine un peu que, mettons, Dieu soit vraiment dans toute la matière, qu'il y soit en quelque sorte enfermé. Lorsque tu désagrèges parfaitement cette matière, il s'en échappe comme d'une boîte. Il est tout à coup comme libéré. Il se dégage de la matière comme le gaz d'éclairage se dégage du charbon. Tu brûles un atome et tu as tout à coup ta cave pleine de Dieu, pleine d'Absolu. C'est renversant comme ça se répand rapidement ! »

Un industriel ami de l'inventeur rachète le brevet de son Carburateur et en lance la production en masse. Les profits sont énormes, l'économie sort de la crise en quinze jours grâce à l'énergie gratuite qui fait tourner les usines. Mais de même que la foi soulève les montagnes, l'Absolu produit en masse traverse les blindages les plus étanches et se répand à travers le monde. À mesure que l'épidémie de religiosité s'étend, l'économie s'effondre puisque tous les travailleurs se mettent à prier et se lancent dans des guerres de chapelles. Car autour de chaque Carburateur se crée un culte qui considère bientôt les autres comme hérétiques et invite à les convertir. La guerre civile

religieuse mondiale menace. Les États réagissent en envoyant leurs armées rétablir l'ordre, mais celles-ci sont également équipées de Carburateurs et les généraux se transforment en prophètes de nouvelles grandes religions avec des milliers de fidèles fanatisés et armés à leurs ordres. C'est donc le *Jihad* complet et le carnage le plus total à l'échelle planétaire. Au bout d'un moment, les combats cessent faute de combattants et l'ardeur mystique retombe, tout l'Absolu ayant été consommé à faire s'envoler les âmes au Ciel. Les survivants bannissent à jamais l'usage de cette invention pour le moins diabolique.

En fait, dans ce roman, la désintégration atomique dans le Carburateur et sa production d'Absolu ne sont que le prétexte à une charge bouffonne essentiellement anticléricale, s'en prenant tour à tour au cynisme des capitalistes, à la vanité des savants, au fanatisme religieux et à la gloriole des militaires pour se terminer sur un appel à la tolérance assez bonhomme. Rien que de très classique, en somme, pour un auteur de gauche du début du XXe siècle. Mais on voit par là que Capek n'a rien à voir avec le progressisme de gauche tel qu'on le connaît aujourd'hui : le thème récurrent dans ses écrits semble bien être l'idée que l'on ne peut pas *tout avoir pour rien* et que les ambitions démesurées engendrent les conséquences les plus funestes.

Pour lui, les progrès scientifiques, techniques et industriels n'échappent pas à ce principe connu depuis les temps les plus reculés et présent dans toutes les mythologies des sociétés traditionnelles. Les Grecs anciens eux-mêmes avaient une conscience très aiguë de ce principe dialectique, et leur philosophie est traversée par l'idée que l'activité humaine doit éviter de troubler l'harmonie du Cosmos, c'est-à-dire ne pas verser dans la démesure (*hybris*) afin de se prémunir contre la vengeance divine (*Némésis*) qui en découle nécessairement.

En Europe, à la fin du XVe siècle, le mythe de Faust apparaît dans les classes populaires pour mettre en garde ceux qui sont tentés d'acquérir un pouvoir par la manipulation de signes et de symboles abstraits [7]. En effet, à cette époque, les sciences « exactes » (astronomie, chimie, médecine, etc.) sont encore étroitement liées aux sciences occultes telles que la magie, l'astrologie et l'alchimie – pour mémoire, au XVIIe siècle, Newton écrit plus de pages sur l'alchimie et la théologie que sur des sujets scientifiques. Parce qu'il est indépendant de l'activité collective des hommes, le pouvoir acquis par ces manipulations abstraites menace de subvertir leur communauté et ses traditions, les mœurs et les règles (certainement imparfaites, mais aussi toujours perfectibles) qui permettent aux hommes de vivre ensemble sans s'entre-déchirer.

En effet, Faust use de son pacte avec Méphistophélès pour posséder les femmes, la richesse et le prestige, autrement dit pour *avoir tout pour rien*, engendrant sur son passage ruine et désolation jusqu'au désastre final [8]. Naturellement, pour les scientistes d'ITER, tout cela n'est que superstition obscurantiste. Ils sont pourtant les derniers en date à chercher la pierre philosophale qui transmutera la vile matière en pure Énergie et leur conférera la toute-puissance…

B. L.

---

[7] Cf. *L'Histoire de Faustus*, suivie de *La Tragédie de Faustus* par Christopher Marlowe, Imprimerie Nationale éditions, 2001. Ce livre présente la traduction française du *Volksbuch* de 1587, le livre populaire allemand à l'origine de la légende et la première pièce de théâtre anglaise la mettant en scène en 1604.

[8] Cf. Friedrich Maximilian von Klinger, *Vie, exploits et descente aux Enfers de Faust* (1791), Actes Sud, 1988 – roman qui relève de la satire politique, sociale et religieuse ; et bien sûr le *Faust* de Gœthe (1808) dans la traduction française de Gérard de Nerval (1831).

*

Imaginons un instant qu'ITER fonctionne et que l'on dispose effectivement d'une énergie abondante pour presque rien et presque pas de déchets ; bref, que se réalisent toutes les promesses de la propagande techno-scientifique. Il ne serait alors pas exagéré de dire que nous connaîtrions la plus grande catastrophe de tous les temps ; rien ne pourrait arriver de pire pour compromettre l'avenir de l'humanité et de la vie sur Terre. En effet, qu'est-ce que l'énergie, sinon ce qui nous donne un pouvoir sur la matière ? Or la matière n'est rien d'autre que la substance du monde : c'est vous et moi, la nature dans laquelle nous vivons et le support de la vie elle-même. L'énergie est en fin de compte la capacité à transformer le monde.

En l'espace d'un peu plus d'un siècle, on a vu l'économie capitaliste et industrielle soutenue par les États transformer le monde en brûlant sans compter les énergies fossiles, telles que le charbon, le gaz, le pétrole et l'uranium. Ces sources d'énergie ne coûtaient que le prix de leur extraction, de leur raffinement et de leur transport sur les lieux de consommation, ce qui pendant longtemps – et même encore aujourd'hui – n'a pas représenté grand-chose ; toujours trop cependant pour une économie fondée sur la circulation accélérée des marchandises, qui considérait ces coûts comme une insupportable contrainte, une limitation inacceptable de la compétition économique mondiale.

Si ITER réalise la fusion nucléaire, qui donc maîtrisera l'énergie considérable qu'il produira ? Ni vous ni moi, bien évidemment, mais avant tout les États et les industriels qui ont investi des milliards d'euros dans ce projet. Et que feront-ils de l'énergie illimitée dont ils disposeront alors ? Peut-on croire un seul instant que, lorsque plus rien ne les retiendra, ils se montreront plus raisonnables et précautionneux dans son usage qu'ils ne l'ont été jusqu'à présent ? Déjà, devant les problèmes liés aux nuisances et pollutions nucléaires ou chimiques, devant le changement climatique, face à l'épuisement annoncé des énergies fossiles, le déni et la fuite sont leurs seules réponses. Quant aux rares éclairs de lucidité de certains dirigeants [9], ils ne sont au bout du compte que des aveux d'impuissance face à la logique implacable d'une machinerie dont ils ne peuvent guère faire mieux que gérer, au nom des normes de « l'acceptabilité sociale », les exigences délirantes et les conséquences désastreuses.

Si les États et les grands groupes industriels disposaient enfin d'une énergie illimitée, ils s'en serviraient de la même manière qu'ils l'ont fait ces cinquante dernières années : la logique d'accumulation abstraite de puissance propre à ces organisations démesurées prendrait un nouvel essor, et les tendances destructrices que l'on a vues à l'œuvre depuis les débuts de l'ère nucléaire seraient portées à leur paroxysme. Ces grands appareils seraient alors totalement affranchis

[9] « La maison brûle et nous regardons ailleurs », déclaration de Jacques Chirac au Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002.

des puissances – la nature et la société – qui limitaient jusqu'alors tant bien que mal (et en réalité de plus en plus mal) leur ambition et leur prétention à détenir la toute-puissance. Plus aucune contrainte ne viendrait limiter leur capacité à transformer le monde, c'est-à-dire à exploiter la nature et à dominer les hommes pour leur avantage. ITER serait alors réellement la fabrique du capitalisme et de l'État sous leur forme absolue, c'est-à-dire totalitaire.

ITER est le type même de solution technologique apportée à des problèmes d'ordre politique, sociaux et écologiques : plutôt que de reconnaître les obstacles insurmontables que rencontre la société industrielle, on espère les pulvériser à coup de réactions nucléaires « maîtrisées » – probablement de la même manière qu'ailleurs on instaure une « justice sans limites » à coup de frappes « chirurgicales ». Plutôt que de remettre en question le « mode de vie » fondé sur une consommation effrénée, plutôt que de remettre en question la dictature d'une économie fondée sur la concurrence et donc sur l'accumulation et la croissance illimitée de la puissance, les États investissent des milliards dans une fuite en avant scientiste, dans le culte de la « technologie-qui-aura-réponse-à-tout ».

Si de telles remises en question sont hors de leur portée, c'est bien parce qu'elles ne supposent rien de moins qu'une révolution – ce n'est plus très à la mode en ce moment –, autrement dit un changement radical du rapport des hommes à la nature et donc des rapports sociaux. Cela voudrait dire que la nature ne serait plus considérée

comme un objet, une machine, un système autorégulateur, une puissance à soumettre et à laquelle il faudrait « arracher ses secrets », selon la vision qu'en a la science moderne, mais bien plutôt comme un partenaire pour la construction de notre propre existence, doué d'autonomie et dont nous avons encore beaucoup à apprendre. Quant aux organisations techniques et institutionnelles, elles ne peuvent indéfiniment croître sans engendrer des effets contre-productifs, sans détruire l'existant, sans déposséder le corps social de ses activités les plus élémentaires, ce qu'Ivan Illich avait parfaitement vu dès les années 1970.

Il est certes *beaucoup plus simple* de construire une monstruosité comme ITER, que d'avoir à affronter tous ces problèmes dans leur complexité. Car sur toutes ces questions, les scientifiques, les ingénieurs, les économistes et autres spécialistes bardés de diplômes et armés de leurs super-ordinateurs ne savent rien calculer ni prévoir. Ils n'ont donc là-dessus strictement *rien à dire*.

*

Toujours plus de puissance pour les machines et les grandes organisations, toujours davantage d'hommes transformés en rouages d'un appareil dont la logique les dépasse, signifie toujours moins de pouvoir pour les hommes, pour chaque individu et pour la collectivité dans laquelle il vit… Dans ces conditions, il faut reconnaître que le peu d'opposition des populations avoisinantes à ce projet n'est pas imputable à la seule propagande en faveur d'ITER.

Des « écologistes » ont timidement fait observer que, plutôt que de faire descendre le Soleil sur la Terre, il serait plus judicieux d'apprendre à mieux utiliser l'énergie qu'il nous envoie naturellement de là où il est. Le conseil régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur s'est engagé à leur concéder 152 millions d'euros – autant qu'il en investira dans ITER – pour développer les énergies renouvelables (EnR), à la condition, bien sûr, qu'ils respectent les règles de bon voisinage avec l'industrie nucléaire. Ainsi élevés au rang de co-gestionnaires du délire productiviste, ces *Verts d'ITER* nous invitent à ramper avec eux devant les décisions prises par les États et entérinées par les pouvoirs « publics » locaux, en nous proposant d'imaginer avec eux, sans rire, un « Alter-ITER », grâce à leurs EnR chéries. Bref, ils s'identifient au système : pour eux, le problème n'est pas ce que l'on fait de toute cette énergie, mais seulement d'en produire de la propre… Cela ne fait qu'ajouter à la confusion des esprits de tous ceux qui, intuitivement, sentent bien qu'ITER ne résoudra rien; qu'il est, comme le nucléaire, les OGM, ou les nanotechnologies l'ont été chacun à leur tour ces dernières décennies, un moment d'accélération dans la fuite en avant du délire économique et technique, une manifestation supplémentaire du *bluff technologique* [10].

C'est bien là, en effet, qu'est le problème : ITER n'est qu'un élément d'un système plus vaste, dans lequel nous sommes tous impliqués, que nous le voulions ou pas. S'il

[10] Jacques Ellul, *Le Bluff technologique*, éd. Fayard, coll. Pluriel, 2012.

paraît plus simple aux scientifiques de faire descendre sur Terre le Soleil plutôt que de capter l'énergie de ses rayons, c'est aussi parce que notre vie quotidienne s'est compliquée de nombreux faux besoins répondant à de vraies nécessités (par exemple, l'automobile devenue indispensable à la campagne). Les marchandises produites industriellement se substituent de plus en plus à notre capacité de répondre à nos besoins à l'aide des ressources locales et par notre propre activité, alliée à celle des autres. Pour réaliser cette atomisation et approfondir cette dépossession, cette fission des rapports interpersonnels et cette fusion autour de l'immense circulation des biens et des personnes sur le marché abstrait, il faut en effet beaucoup d'énergie. Chacun sent bien que nous sommes malheureusement tous déjà allés très loin dans la voie d'une dévalorisation aggravée de l'activité humaine, dans la réduction au néant des conditions de notre autonomie vis-à-vis de ce système. Et chacun sent confusément que, critiquer un élément, c'est remettre en question l'ensemble. À commencer par soi-même, par ce soi-même qui est toujours peu ou prou compromis, qui en croque…

Autonomie détournée

Certains récusent l'idée que le développement technologique puisse être qualifié de processus autonome, au prétexte qu'il y a toujours des êtres humains derrière les machines, que ce soit pour les

concevoir, les assembler, les vendre ou les faire fonctionner et les entretenir. C'est exact, mais de quels êtres humains s'agit-il au juste ?

La société actuelle a, comme aucune autre, accru notre dépendance aux machines et surtout à des processus aussi complexes qu'étendus, impliquant une coordination à grande échelle de milliers de personnes et d'appareils. Mais voilà : en supprimant des tâches pénibles et fastidieuses, les machines se sont substituées aux coopérations, riches en relations sociales, tout en imposant d'autres tâches pénibles et fastidieuses pour leur acquisition et leur bon fonctionnement. Nombre d'entre nous seraient assurément bien en peine de se passer de ces dispositifs qui ont colonisé notre vie quotidienne. Une telle dépendance à l'égard du système industriel, tout le monde est prêt à l'admettre, mais il est assez curieux de voir que peu sont prêts à la reconnaître pour ce qu'elle est, à savoir une *aliénation*, une perte d'autonomie.

La notion même d'autonomie, ce qu'elle représente dans son rapport à la liberté, est d'ailleurs galvaudée par l'usage inconsidéré qui en est fait actuellement. Elle est souvent confondue ou amalgamée avec celle, très différente, d'autarcie. On parle souvent de l'autonomie d'une machine pour désigner la durée pendant laquelle elle se suffit à elle-même sans nouvel apport d'énergie. Pour les personnes handicapées ou âgées, on parle également d'autonomie dans le sens où elles sont capables d'effectuer seules des actes simples de la vie quotidienne. Dans une société où la performance, l'efficacité et la compétition sont mises au

premier plan, on cherche par tous les moyens à accroître leur « autonomie », c'est-à-dire en réalité leur indépendance à l'égard du corps social pour lequel ces personnes peu ou pas productives, aux ressources exploitables limitées, constituent une *charge*.

Dans ces deux exemples, on emploie le terme d'autonomie à la place de celui d'autarcie parce qu'il est plus élégant et moins connoté négativement. L'autarcie évoque plutôt les communautés repliées sur elles-mêmes, les tribus primitives perdues au fin fond de la jungle, sans contact avec l'extérieur. Mais, en toute rigueur, c'est bien d'autarcie, si temporaire soit-elle, dont il est question ici : « État de ce qui se suffit à soi-même et n'entretient pas d'échange avec l'extérieur », et non d'autonomie : « Droit de se gouverner par ses propres lois. » (*Le Robert*.) Dans ce sens, l'autonomie est la condition de la véritable liberté. Cependant, elle a toujours été considérée comme devant être réalisée dans l'ordre politique, grâce aux institutions républicaines et démocratiques, et sur le plan social où le droit et l'égalité de tous devant la loi doivent garantir la liberté de conscience, d'association, etc. La base matérielle et technique de cette autonomie est quant à elle généralement ignorée ou occultée. Or, c'est aujourd'hui précisément à cause de l'envahissement des espaces sociaux par les marchandises et les dispositifs technologiques, que l'homme se retrouve aliéné, non pas parce que sa liberté est limitée, mais plus subtilement parce qu'elle se vide de son contenu. La liberté dans les sociétés industrielles avancées est réduite à ses aspects

purement formels : liberté de circuler, de vendre sa force de travail, de consommer des marchandises, etc. Pour le reste, les possibilités d'aventure et d'expérimentation hors du cadre de l'entreprise, autrement dit toutes celles qui n'ont pas pour but le développement économique et l'innovation technologique, sont de plus en plus limitées. Des normes de plus en plus contraignantes pour les encadrer en réservent justement la mise en œuvre à des entreprises, à des administrations.

Le *Dictionnaire critique de la philosophie* de Lalande définit ainsi l'autonomie :

> « Liberté morale, en tant qu'état de fait, opposé d'une part à l'esclavage des impulsions, de l'autre à l'obéissance aux règles de conduite suggérées par une autorité extérieure. C'est cette servitude que les hommes nomment hétéronomie ; et ils lui opposent, sous le nom d'autonomie, la liberté de l'homme qui, par l'effort de sa réflexion propre se donne à lui-même ses principes d'action. L'individu autonome ne vit pas sans règles ; mais il n'obéit qu'aux règles qu'il a choisies après examen. »

On est bien obligé de constater que l'autonomie ainsi définie tend à se limiter au domaine moral et individuel, et qu'il est difficile de l'étendre à une dimension collective.

Pour résumer en une phrase la transformation que le capitalisme industriel a opérée dans les pays dits « développés », et qu'il poursuit actuellement dans les pays dits « émergents », disons que les sociétés traditionnelles disposaient d'une *autonomie sans liberté*, alors qu'aujourd'hui nous avons une *liberté sans autonomie*.

Avant la révolution industrielle du XIXe siècle, paysans, artisans et professions libérales – la majorité de la population – concentrait entre leurs mains les savoir-faire nécessaires à la production tandis que le pouvoir politique était aux mains de la noblesse et du clergé. Aujourd'hui, les libertés politiques et sociales sont garanties constitutionnellement [11], mais nous ne disposons plus d'aucune autonomie matérielle et technique à l'égard du système de production industriel qui, en deux siècles, s'est emparé de tous les aspects de la production. Il ne nous reste plus que le travail mort-vivant de gestion et d'entretien d'un processus qui nous dépasse.

C'est notre perte d'autonomie qui a rendu possible l'autonomie, non pas des machines en particulier [12], mais du développement technologique en général. Au lieu de contribuer directement à la réalisation de conditions de vie décentes, l'activité et l'intelligence humaine sont détournées par un ensemble de contraintes bureaucratiques, économiques et technologiques au profit du système qui génère ces contraintes, et ainsi les renforce et les étend. L'endoctrinement idéologique parachève ce

---

[11] Mais en cas d'accident nucléaire, pour combien de temps encore ? Voir l'article "La France se prépare aux conséquences d'un accident de type Tchernobyl sur son sol", *Le Monde*, 20 février 2008.

[12] Tout « intelligentes » et perfectionnées soient-elles, les machines n'ont aucune autonomie. Seuls les êtres vivants disposent d'une véritable autonomie, c'est ce qui les différencie radicalement et irréductiblement des machines. Voir Bertrand Louart, "Les êtres vivants ne sont pas des machines", *Notes & Morceaux choisi* n°13, éd. La Lenteur, 2018.

cercle vicieux auquel nous devons par ailleurs la production nécessaire à notre existence.

Comme le disait déjà Samuel Butler :

> « Même si l'homme devient pour les machines ce que le chien et le chat sont pour nous, il continuera pourtant à vivre et se trouvera probablement mieux à l'état domestique sous la domination bienfaisante des machines, que dans l'état sauvage où il se trouve actuellement. Nous traitons nos animaux domestiques avec beaucoup de bienveillance. Nous leur donnons tout ce que nous pensons devoir leur faire plus de bien, et il n'y a pas de doute que notre usage de la viande a augmenté leur bonheur plutôt qu'il ne l'a diminué. De même, il y a lieu de croire que les machines nous traiteront avec bienveillance, car leur existence dépendra, pour bien des choses, de la nôtre. Elles nous mèneront avec une verge de fer, mais elles ne nous mangeront pas. Elles n'auront pas seulement besoin de nous pour la reproduction et pour l'éducation de leurs jeunes, mais encore pour être à leurs ordres comme domestiques, pour récolter leur nourriture et la mettre à portée d'elles, et pour enterrer leurs morts, ou bien pour retravailler leurs membres morts et en faire de nouvelles formes de la vie mécanique. » [13]

Ce détournement de l'autonomie humaine au profit de celle du système n'est pas nouveau. Il constitue le principe même du capitalisme, fondé sur la désintégration des communautés par la dépossession de leurs moyens de subsistance autonome. Les individus ainsi atomisés sont ensuite intégrés dans les mécanismes du

---

[13] Samuel Butler, *Erewhon* [1870], éd. Gallimard, coll. L'imaginaire, 1981, p. 261.

marché abstrait, par le salariat, l'usine et leur dépendance à la marchandise. Pendant longtemps, sous l'influence du marxisme, on a vu l'économie comme la principale force politique du système, que l'État devait dominer et diriger pour contrebalancer ses effets néfastes.

Mais le capitalisme, en plus de marcher sur la tête [14], marche aussi sur deux jambes, à savoir : *l'économie et la technique ;* les avancées de la seconde soutenant l'expansion de la première, qui en retour finance la Recherche & Développement, etc. De fait, et particulièrement depuis l'avènement de l'ère nucléaire, la technique, en se muant en technoscience et en technologie, est devenue à son tour une *force politique* de plus en plus capable de façonner la société selon ses lois et nécessités, et, par là, de la transformer véritablement en *société industrielle*.

La technologie est une force politique réactionnaire, non parce qu'elle risquerait de provoquer un « retour à l'ordre moral », mais bien plutôt parce qu'elle engendre un désordre moral d'une ampleur sans précédent dans les sociétés humaines : les principes d'efficacité technique et de rendement économique bousculent et finissent par se substituer aux valeurs d'entraide, de solidarité, d'attachement qui fondent toute communauté humaine.

---

[14] Il est une inversion du rapport de l'homme à la production. Sa propre activité devient une fin en soi, indépendante de son contenu. L'être humain n'est plus qu'un moyen pour le processus économique et technique qui l'emploie.

L'oubli ou l'occultation de l'autonomie [15] – contraire à tout ce qu'encourage le système – permet aux « responsables » de faire passer ITER pour une machine qui va nous libérer de notre dépendance à la nature, alors qu'elle est au contraire le symbole du plus monstrueux asservissement de l'homme à la mégamachine économique et technologique du capitalisme.

Simulacre démocratique

L'engouement unanime de tous les « responsables », qu'ils soient élus ou non, pour un projet qui signifie à terme la réalisation d'une vie hors-sol, quoique prévisible reste toujours une source d'étonnement par les justifications qu'ils avancent. À droite comme à gauche, tous ceux qui briguent le statut de « représentants du peuple » sont fascinés par le développement technologique (qui va nous « libérer du travail », sale et pénible, de production dans les champs et les ateliers) et économique (qui va « créer des emplois », propres et gratifiants, dans les services et la culture). Drôle de projet social, qui accorde à la technologique l'exclusivité des rapports avec la nature, et sépare les personnes de leurs activités collectives de production et de construction d'un monde commun. Fascinés par la puissance et par

[15] Cf. la brochure du Comité universitaire de libération, *Vous avez dit autonomie ? Introduction croisée aux conceptions de l'autonomie chez Castoriadis et Illich*, 2005.

les machines, ces gens veulent nous faire vivre dans un monde hyperbolique, un Monde Absolu où l'existence libre est dégradée, où nous sommes réduits à n'être que des rouages dans leurs grandes combinaisons, des variables de leurs calculs, des ressources pour leurs appareils.

> « On assiste ainsi à une mystification de la connaissance qui a pour résultat une conception du monde dont de nombreux éléments sont irrémédiablement hors du champ de compréhension – donc du contrôle – de la majorité des individus. Cette pensée ésotérique induit une stratification du monde – ceux qui ont des pouvoirs, savent et agissent tout en haut et loin en dessous, ceux qui s'étonnent et suivent sans comprendre – débouchent sur le fatalisme béat et la déresponsabilisation des individus. »

Celui qui analyse ainsi le « péril qu'encourt la démocratie » à cause de la spécialisation des tâches n'est pas un dangereux théoricien technophobe, c'est au contraire le sherpa nucléariste Georges Charpak [16]. Ce qu'il dénonce ici, ce ne sont pas les promoteurs de l'industrie nucléaire, mais un danger bien plus menaçant : les charlatans de l'ésotérisme, les médiums et les gourous de l'irrationnel. Il ne vient pas à l'idée de Charpak que la technoscience puisse s'être muée en *religion de substitution*, bien plus puissante et efficace que les « sciences occultes » dont il redoute si fort la popularité chez bon nombre de nos contemporains, et d'abord chez ceux qui sont en charge de la mettre en œuvre, technocrates, scientifiques,

---

[16] George Charpak et Henri Broch, dans *Devenez sorciers, devenez savants*, ch. "Au péril de la démocratie", Odile Jacob, 2003, p. 200.

ingénieurs, techniciens, etc. Il ne lui vient pas non plus à l'esprit que si les « sciences occultes » connaissent un regain de popularité, c'est précisément parce que le monde dominé par l'économie marchande et la technologie fait son lit de la séparation qu'il dénonce : des dirigeants de plus en plus puissants « tout en haut », et, « loin en dessous », des dirigés de plus en plus dépossédés de tout pouvoir sur leur existence.

C'est la foi de croyants comme Charpak qui anime le système industriel. Dans leur ferveur mystique, ils projettent sur les mécréants ce qu'ils sont et ce qu'ils font en réalité eux-mêmes. Voués corps et âme au culte de la machine et de la puissance illimitée, dans le monde tel qu'ils le conçoivent – comme un *processus sans sujet* –, toute intervention humaine autonome ne peut être qu'une manifestation de l'irrationnel, de l'obscurantisme, du fanatisme.

Au-delà de toutes les raisons particulières et locales de refuser ITER, c'est la « philosophie » sous-jacente au projet ITER qu'il faut refuser, celle-là même qui tend à se matérialiser également à travers l'ensemble des projets technologiques de ce début de XXIe siècle : génie génétique, nanotechnologies, systèmes électroniques de surveillance et d'identification, tels que la biométrie, les puces RFID [17], etc.

---

[17] *Radio Frequency IDentification*, puce électronique qui peut être lue à distance. Déjà utilisée sur les animaux d'élevage et pour le Pass Navigo dans le métro parisien, elle est prévue prochainement pour les cartes d'identité.

Parler à ce sujet de « philosophie », c'est faire trop d'honneur à ce qui n'est en réalité qu'un néant de la pensée politique. Que voit-on en effet chez les représentants démocratiquement élus en France comme en Europe, sinon une Union Sacrée pour défendre ce projet qui, s'il aboutissait, aurait pour conséquence la négation de toute possibilité de démocratie. Avant tout, ITER a été décidé sans aucune consultation des populations. Soucieuses de polir leur vernis démocratique, les autorités françaises ont pourtant décidé d'organiser un « débat public » pour associer les populations locales à la gestion des conséquences du projet, c'est-à-dire pour leur demander à quelle sauce elles veulent être mangées.

C'est ainsi que le 26 janvier 2006, des opposants au nucléaire eurent l'occasion de perturber la réunion d'ouverture de la procédure du débat public à Aix-en-Provence. Le porte-parole du réseau *Sortir du nucléaire* confisqua la tribune avec d'autres personnes et déclara que « le débat public sur ITER n'est qu'un simulacre puisque toutes les décisions ont déjà été prises ».

Voyons les commentaires de quelques-uns des organisateurs de ces débats [18]. D'abord Yannick Imbert, directeur du projet auprès du ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire :

> « Vous dites que le projet que nous vous proposons n'a pas de légitimité car il n'a pas l'avis de la population. Sauf à

[18] Tirés du verbatim du débat du 2 février 2006 à Manosque, consultable sur le site Internet du Comité national du débat public (CNDP) <www.debatpublic-iter.org>.

> vouloir refaire tous les jours les institutions et la société, permettez-moi de vous rappeler que trente-deux nations, trente-deux gouvernements, démocratiquement désignés, ont décidé de s'associer sur ce projet. Je suis partisan d'un débat public et d'une libre expression de chacun mais pas au prix de l'inversion de nos institutions. »

Il n'est peut-être pas nécessaire de « refaire tous les jours les institutions et la société », mais au moins une fois de temps en temps, surtout lorsque l'on constate que les autorités soi-disant « démocratiquement élues » pratiquent sans vergogne le déni de démocratie en développant depuis des décennies, contre l'avis des populations, une industrie nucléaire qui, pour son fonctionnement, sa sécurité, et à cause des « armes de destruction massive » qu'elle sert à produire, a réalisé « l'inversion de nos institutions » avec la complicité de tous les gouvernements successifs.

Voyons ensuite ceux de Christophe Castaner, maire de Forcalquier et vice-président du Conseil Régional :

> « La Région a été élue sur un contrat qu'elle a passé avec les citoyens. Elle a annoncé clairement qu'elle mobiliserait 152 millions d'euros pour accompagner ce projet. Elle l'a écrit dans son programme et elle a été élue. Je considère donc que les élus qui s'expriment ce soir ont la légitimité de parler au nom de tous les citoyens. »

Quant à ceux qui n'ont pas voté pour l'équipe de M. Castaner ou qui ne se sont pas reconnus dans les programmes des autres candidats à ce poste, ils n'ont plus qu'à se taire ! C'est dire que tous ces gens pensent

comme Jean-Claude Chauvin, retraité du CEA et militant communiste :

> « Une des conditions de la réussite [d'ITER] est l'acceptabilité sociale. »

Assurément, entre le « centralisme démocratique » qui faisait taire les opposants de manière plus ou moins musclée et définitive, et la répression des oppositions et des luttes contre la construction des centrales nucléaires ou l'enfouissement des déchets en France et ailleurs en Europe, les nucléaristes et les staliniens ont en commun une longue tradition en matière « d'acceptabilité sociale » !

Le CEA ne se prive d'ailleurs pas d'utiliser ce savoir-faire en mobilisant massivement ses salariés et retraités pour assister à ces « débats publics », et occuper le terrain qui a été ainsi imprudemment ouvert à la contestation. En effet, le 2 février 2006, la salle pour la seconde réunion du débat public ayant été préalablement remplie pour prévenir l'invasion des hordes antinucléaires, celles-ci furent réduites à faire du chahut au dehors, avec force sifflets et instruments de fanfare.

Voilà qui illustre, si besoin était, le fait que la démocratie dont tous ces gens nous rebattent les oreilles, ils la méprisent, ils n'en veulent pas, voire la craignent plus que tout. Hommage du vice à la vertu, ils en conservent les apparences en respectant les formes juridiques – la lettre mais non l'esprit – et ne veulent « débattre » qu'avec les citoyens qui se sont préalablement soumis aux conditions qu'ils ont imposées, qui ont déjà accepté leurs décisions ; bref, à tous ceux qui sont d'avance résignés à ce que la

« souveraineté » du peuple appartienne à ceux qui ont le pouvoir de le faire taire. Les « nations démocratiques » ne sont en réalité, comme le disait Cornelius Castoriadis, que des « oligarchies libérales » qui tolèrent la liberté d'expression à condition qu'elle n'ait *aucune conséquence pratique*.

L'énergie confisquée

À l'opposé des idéologies qui ont agité le XXe siècle, ITER se présente comme un pur projet scientifique et technologique susceptible de résoudre les problèmes énergétiques de la planète. En fait, il contient implicitement un projet social et politique qui prend ses racines dans les heures les plus sombres du XXe siècle ; il ne peut en réalité que porter à son paroxysme les tendances inhérentes au capitalisme dont il viendrait consolider les bases économiques et technologiques de manière définitive.

Si l'humanité a besoin de quelque chose aujourd'hui, ce n'est certainement pas d'énergie physique en abondance. Certains sont tentés de dire qu'un peu plus de sagesse suffirait pour mieux l'utiliser. Ces naïfs ne savent-ils pas que ceux qui nous dirigent et qui dirigent aussi l'emploi de ces quantités considérables d'énergie ne sont pas là pour être sages à notre place, mais bien pour accumuler entre leurs mains toujours plus de pouvoir et de richesses au mépris de tout le reste ?

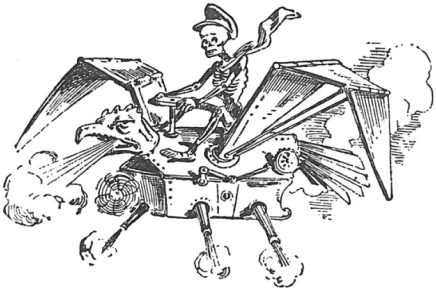
Avant que l'énergie ne désigne cette grandeur abstraite capable de produire du travail et de faire mouvoir les

machines, ce mot désignait plutôt la « *force et fermeté dans l'action qui rend capable de grands effets* » (*Le Robert*). C'est plutôt de cette énergie-là dont nous manquons cruellement aujourd'hui pour prendre de nouveau nos affaires en main et pour faire échec à cette *tyrannie de la puissance*.

Bertrand Louart.

Article publié dans
Notes & Morceaux Choisis
bulletin critique des sciences, technologies et de la société industrielle n°8,
"Le travail mort-vivant", éd. La Lenteur, 2008.

Version revue et augmentée d'un article paru dans
Archipel, journal du Forum civique européen n°136 & 137,
mars et avril 2006.



Sur le même sujet, lire également :

Celia Izoard

ITER, les promesses polluantes de la fusion nucléaire

Enquête publiée sur le site *Reporterre* en juin 2021.
<https://reporterre.net/Iter-les-promesses-polluantes-de-la-fusion-nucleaire-l-enquete-de-Reporterre>

Isabelle Bourboulon,

Soleil trompeur,
ITER ou le fantasme de l'énergie illimitée,

éd. Les Petits matins, 2020.

Pour toute correspondance :
Bertrand Louart
Radio Zinzine
04 300 Limans
<b.louart@no-log.org>

Menuisier-ébéniste dans le collectif
autogéré Longo maï à Limans.

Animateur de l'émission *Racine de Moins Un*
sur les ondes de Radio Zinzine.

**Cette brochure peut être
librement reproduite et diffusée.**
Elle est téléchargeable à l'adresse :
< https://archive.org/details/louart-iter-poche >

©opyrate – octobre 2021

Imaginons un instant qu'ITER fonctionne et que l'on dispose effectivement d'une énergie abondante pour presque rien ; bref, que se réalisent toutes les promesses de la propagande techno-scientifique. Il ne serait alors pas exagéré de dire que nous connaîtrions la plus grande catastrophe de tous les temps ; rien ne pourrait arriver de pire pour compromettre l'avenir de l'humanité et de la vie sur Terre.

Si les États et les grands groupes industriels disposaient enfin d'une énergie illimitée, ils s'en serviraient de la même manière qu'ils l'ont fait ces cinquante dernières années : la logique d'accumulation abstraite de puissance propre à ces organisations démesurées prendrait un nouvel essor, et les tendances destructrices que l'on a vues à l'œuvre depuis les débuts de l'ère nucléaire seraient portées à leur paroxysme.

Une critique radicale du projet ITER

Prix Libre